

Évolution des investissements du Québec de 1961 à 1970

Bernard Guermond

Volume 47, numéro 1, avril-juin 1971

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1004360ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1004360ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN

0001-771X (imprimé)

1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Guermond, B. (1971). Évolution des investissements du Québec de 1961 à 1970. *L'Actualité économique*, 47(1), 162-175. <https://doi.org/10.7202/1004360ar>

À cet égard la Commission s'est rendue coupable du péché que le maître d'œuvre de cette entreprise reprochait à notre tradition politique, celui de proposer à la population des aspirations ambitieuses, sans l'informer des exigences et des conditions de leur réalisation¹⁷.

On nous pardonnera j'en suis sûr de céder à la tentation d'interpréter méchamment le *Rapport de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social* à la lumière de la théorie des institutions à but non lucratif. Nous nous contenterons, pour accomplir cette tâche, de reproduire un paragraphe d'un texte rédigé par l'un d'entre nous : « ... Quelle dynamique anime les commissaires (de toute commission d'enquête) ? Ils font face au choix suivant : d'une part, rédiger un court rapport qui analyse les questions du mandat et propose des lignes de réforme en insistant sur les différentes modalités possibles ; ou d'autre part, « noyer le poisson » dans de nombreux et épais volumes où tous les sujets sont abordés même lorsqu'ils ne sont qu'indirectement liés au mandat et où on recommande des mécanismes « révolutionnaires », sans en avoir éprouvé l'efficacité ailleurs. La deuxième approche est la plupart du temps choisie. Elle coûte sans contredit beaucoup plus cher, mais elle offre l'avantage d'être plus sécurisante pour les commissaires en augmentant les chances d'être qualifiée « d'œuvre colossale » par les éditorialistes... »¹⁸

Jean-Luc MIGUÉ

et

Gérard BÉLANGER

Évolution des investissements L'économie canadienne comme
du Québec de 1961 à 1970 l'économie du Québec ont connu dans les années 1960-1961

un ralentissement sensible : diminution des investissements, hausse du chômage. Une reprise de l'économie s'est dessinée à partir de 1962, ce nouveau cycle de croissance s'est poursuivi jusqu'en 1966,

17. Claude Castonguay, *Les Québécois ont été tenus dans l'ignorance*, conférence prononcée devant l'Association des étudiants comptables agréés du Québec, reproduite intégralement dans *Le Soleil*, vendredi, 8 janvier 1971, page 14.

18. Gérard Bélanger, *op. cit.*, page 26.

date à laquelle sont de nouveau apparues des difficultés conjoncturelles : inflation et hausse du chômage, mais ces difficultés conjoncturelles ont été ressenties différemment suivant les provinces.

Le but de cette étude est donc de comparer les investissements du Québec à ceux de l'Ontario et à ceux du Canada afin de vérifier l'hypothèse généralement admise d'un ralentissement des investissements au Québec comparativement aux autres provinces et particulièrement à l'Ontario et afin de déterminer les secteurs de l'économie les plus atteints par ce ralentissement.

Nous mènerons donc successivement une analyse globale des investissements nouveaux afin de dégager les tendances tant dans le domaine de l'emploi que dans celui des investissements *per capita*, puis une analyse plus détaillée des différents secteurs de l'économie dont l'importance des immobilisations ou de la main-d'œuvre justifie une étude particulière.

1) Évolution globale

L'étude de cette évolution globale est essentiellement réalisée sur le Québec, l'Ontario et l'ensemble du Canada. Le Québec et l'Ontario présentent en effet une structure semblable de leurs investissements, c'est-à-dire une prédominance nette des secteurs secondaire et tertiaire par rapport au secteur primaire. De plus, ces deux provinces sont comparables par l'importance de leur population et de leurs investissements.

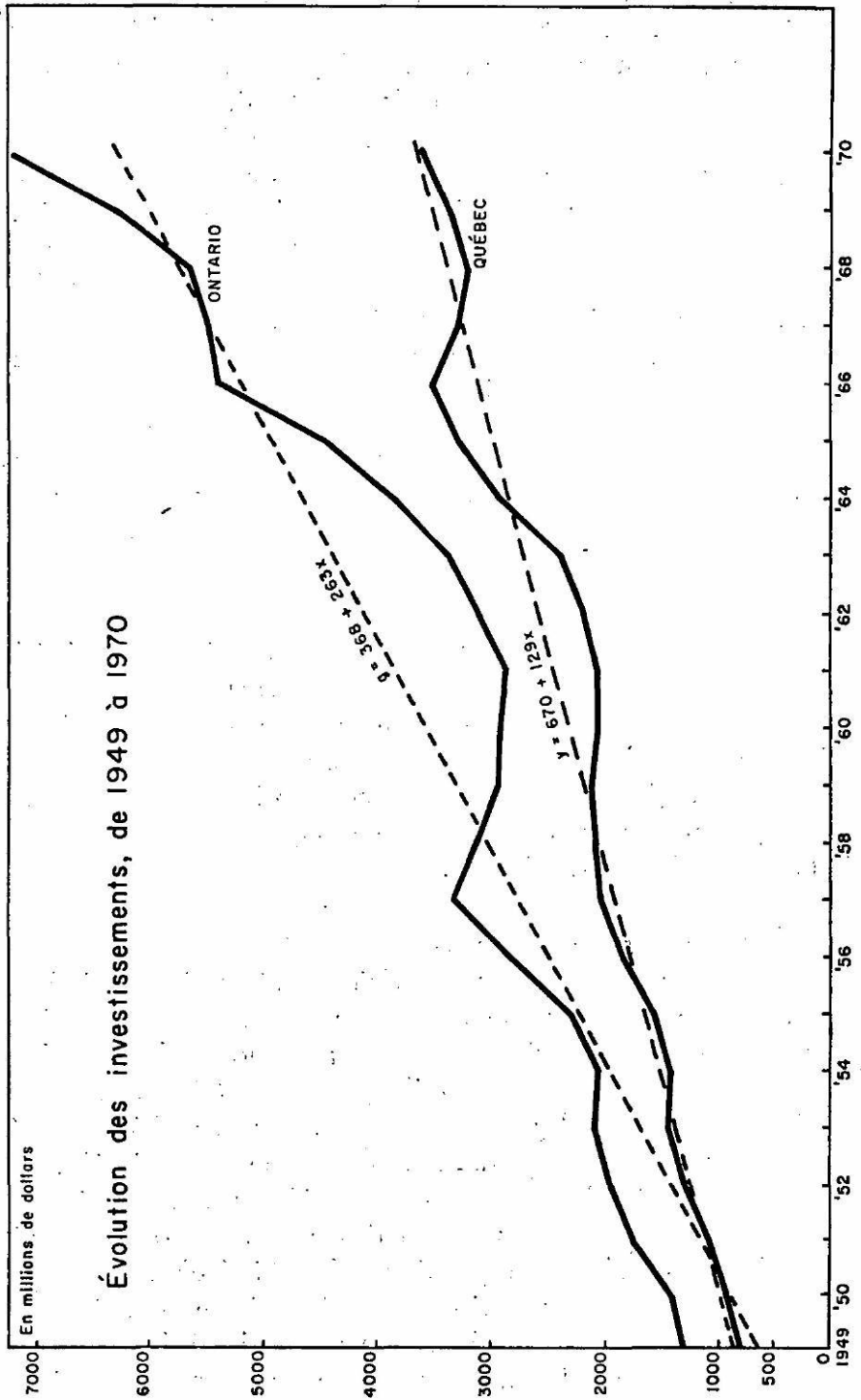
a) Évolution des investissements nouveaux

Afin de se faire une idée plus claire de l'évolution particulière de chaque province et afin de pouvoir en tirer des conclusions ayant quelque signification, il nous a paru utile d'étudier l'évolution des investissements au Québec par rapport à ceux de l'Ontario et du Canada depuis 1949. L'étude sur une période de 22 années permet de dégager une tendance beaucoup plus significative.

Ainsi, de 1949 à 1970 on constate évidemment une croissance très nette des investissements en millions de dollars courants, mais cette évolution présente un certain nombre d'irrégularités.

— de 1949 à 1957 : la croissance des investissements a été continue à un taux moyen de 11.4 p.c. pour le Québec, 9.9 p.c. pour l'Ontario et 11 p.c. pour le Canada ; durant cette période,

Graphique 1



seule l'année 1954 a été l'occasion d'un léger ralentissement similaire dans les 3 régions étudiées.

- de 1958 à 1961 : l'ensemble de l'économie canadienne a traversé une crise durant cette période puisque le taux de croissance annuel moyen des nouveaux investissements est négatif tant pour le Québec (-0.27 p.c.), que pour l'Ontario (-3.85 p.c.) et le Canada (-1.65 p.c.). C'est surtout l'Ontario qui a ressenti les effets de cette récession qui a duré 4 ans.
- de 1962 à 1965 : la reprise des investissements a été particulièrement forte puisqu'elle a atteint et même dépassé le taux de croissance observé dans la période 1949-1957. Ainsi, l'économie québécoise a connu un taux de croissance annuel moyen de 11.5 p.c. ; celle de l'Ontario de 13.5 p.c. et celle du Canada de 13.1 p.c. On assiste cependant à un écart de 2 points entre le Québec et l'Ontario, écart qui va s'accroître durant la période suivante.
- de 1966 à 1970 : il apparaît durant cette période une évolution divergente entre le Québec et l'Ontario et l'ensemble du Canada. En effet, le Québec est la seule province à connaître un taux de croissance annuel moyen négatif de -0.12 p.c. alors que l'Ontario continue de croître à un taux ralenti, par rapport à la période précédente, de 7.82 p.c. et le Canada à un taux de 4.30 p.c. Cette divergence vaut d'être remarquée non seulement parce que le Québec décroît alors que l'Ontario et le Canada croissent, mais aussi parce que tout au long des périodes étudiées c'est la première fois que l'évolution des investissements nouveaux ne va pas dans le même sens pour les trois cas étudiés.

Les chiffres provisoires dont on dispose pour 1970 laissent entrevoir une légère reprise des investissements au Québec pour cette année ($+5.3$ p.c.). Il n'en reste pas moins vrai que ces trois dernières années ont sérieusement accentué le retard du Québec par rapport à l'Ontario.

L'évolution globale tout au long de la période montre que depuis 1949, les investissements ont crû au Québec à un rythme de 7.6 p.c. l'an, en Ontario, de 8.8 p.c. et pour le Canada, de 9.6 p.c. Cependant l'écart entre le Québec et l'Ontario est beaucoup plus important si l'on considère seulement la période de 1961-1970 car

nous avons alors 5.7 p.c. pour le Québec et 9.8 p.c. pour l'Ontario, soit un écart de 4 points.

L'étude de la tendance en millions de dollars (cf. graphique) montre très clairement l'accroissement de l'écart entre le Québec et l'Ontario et donc le retard cumulatif du Québec. En effet, pendant que les investissements croissent en moyenne de 129 millions de dollars annuellement au Québec, ils croissent en Ontario de 263 millions de dollars. Cette évolution défavorable au Québec est illustrée par le pourcentage des investissements nouveaux au Canada réalisés au Québec et en Ontario : en 1949 le Québec accueillait 22.7 p.c. de ces investissements et l'Ontario 37.1 p.c., dans les années 1960 à 1965 cette répartition était de 24 p.c. pour le Québec et de 34 p.c. pour l'Ontario, alors qu'en 1970 on obtient 19.1 p.c. pour le Québec et 39.7 p.c. pour l'Ontario, l'écart passant ainsi de 10 à 20 points.

b) *Évolution de l'emploi et de l'investissement per capita*

Le retard enregistré par la province de Québec dans les 10 dernières années a eu des conséquences sur l'évolution de l'emploi dans cette province. Nous étudierons cette évolution pour la période 1961-1970, car comme nous l'avons vu c'est au cours de cette période que la situation du Québec s'est détériorée.

Alors que la population active a connu à peu près la même évolution au Québec et en Ontario de 1961 à 1969 (de 100 à 125 pour le Québec et de 100 à 126 pour l'Ontario), il n'en a pas été de même pour la main-d'œuvre. Lors de la récession de

Tableau 1

Années	Québec		Ontario	
	Nombre de chômeurs	Taux de chômage	Nombre de chômeurs	Taux de chômage
1965	109,000	5.5	66,000	2.6
1966	100,000	4.7	69,000	2.5
1967	116,000	5.3	89,000	3.1
1968	145,000	6.5	104,000	3.6
1969	158,000	6.9	95,000	3.1

1960-1961, le chômage a été très élevé tant au Québec qu'en Ontario ; la reprise de 1962-1965 que nous avons étudiée a permis d'améliorer la situation de l'emploi puisqu'en 1966 il n'y avait plus que 100,000 chômeurs au Québec et 66,000 en Ontario au lieu de 168,000 et 132,000 en 1961.

Mais depuis 1966 la situation s'est aggravée ainsi que le montre le tableau 1.

On constate que le taux de chômage est nettement plus élevé au Québec qu'en Ontario et l'année 1969 laisse entrevoir une évolution particulièrement défavorable pour le Québec avec une augmentation de 13,000 du nombre des chômeurs alors que pour cette année l'Ontario connaît une diminution de 9,000 du nombre de ses chômeurs.

Cette évolution de l'emploi est en étroite relation avec celle des investissements nouveaux et contribue à mettre l'accent sur les années 1967-1968-1969 comme des années qui ont accentué le retard du Québec par rapport à l'Ontario ; l'investissement *per capita* présente bien sûr la même évolution globale que l'investissement total, quoique moins accentuée. Depuis 1949, l'investissement *per capita* a connu un taux de croissance annuel de 5.28 p.c. au Québec, de 5.88 p.c. en Ontario et de 6.01 p.c. au Canada, mais les années 1967 et 1968 constituent là encore une exception à l'évolution globale enregistrée puisque le taux de croissance de l'investissement *per capita* fut respectivement de -8.1 p.c. et de -2.2 p.c. pour le Québec, et de -1 p.c. et de 2 p.c. pour l'Ontario.

Ainsi, l'investissement *per capita* moyen pour la période 1949-1969 a été de 408 dollars au Québec et de 525 dollars en Ontario.

Tant l'étude de l'évolution de l'investissement global que celle de l'investissement *per capita* et celle de l'emploi conduisent à mettre l'accent sur l'accroissement du retard du Québec par rapport à l'Ontario depuis 1966. L'évolution enregistrée permet même de parler de retard cumulatif et à ce sujet l'étude du graphique précédent est particulièrement significative.

Mais sur le plan global, d'autres phénomènes sont intéressants à examiner et en particulier la répartition des investissements provinciaux (tableau 2).

Tableau 2**Répartition des investissements, Québec et Ontario**

(en p.c., moyenne 1949-69)

Industries	Québec	Ontario
Industries primaires	9.3	9.9
Fabrication	16.9	20.9
Services d'utilité publique	22.5	19.2
Commerce et finance	10.0	10.5
Habitation, institutions et gouvernements	41.3	39.5
	100.0	100.0

On remarque que si la part des industries primaires est de même importance au Québec et en Ontario, il n'en est pas de même pour la fabrication qui recouvre une part bien moins importante des investissements au Québec, cette faiblesse du secteur manufacturier devant alors être comblée par une part plus élevée des investissements dans les services d'utilité publique et dans l'habitation, les institutions et les gouvernements. C'est en particulier le secteur des institutions et ministères gouvernementaux qui est important au Québec, car il fournit plus de 26 p.c. des investissements totaux nouveaux en 1969.

On saisit cette évolution de façon encore plus significative par la part de chaque secteur dans la production intérieure brute totale. L'évolution de la valeur ajoutée est alors la suivante pour le Québec (tableau 3).

Tableau 3**Évolution de la valeur ajoutée, Québec**

Secteurs	1949	1961	1968
Primaire	11.3	6.5	5.6
Fabrication	36.2	31.0	28.0
Services d'utilité publique	15.6	19.3	18.2
Commerce et finance	21.3	24.4	23.4
Administration publique et services	15.6	18.6	24.6
	100.0	100.0	100.0

On remarque que le secteur manufacturier voit sa part décroître dans la production intérieure brute au profit surtout de l'administration publique et des différents services (sociaux, commerciaux, industriels et personnels).

Outre la part relativement faible de l'investissement manufacturier au Québec, nous constatons que celui-ci est en grande partie localisé à Montréal, dans la proportion de 40 p.c. pour l'ensemble de la période 1949-1970. Ce fait contribue largement à faire de Montréal le seul véritable pôle de développement du Québec¹.

Cette étude de l'investissement annuel global au Québec et en Ontario fait apparaître une nette détérioration de la position du Québec depuis 1966 et nous conduit à caractériser ce retard par une étude plus détaillée de l'investissement nouveau dans les différents secteurs de l'économie afin de localiser les causes de cette détérioration.

II) *Évolution par secteur*

La comparaison des différents secteurs entre le Québec et l'Ontario permet de mettre en évidence soit la généralité du ralentissement des investissements dans un secteur déterminé, soit au contraire son exclusivité au Québec. Une telle approche permet de mieux connaître les causes actuelles du ralentissement de l'économie québécoise.

Nous étudierons successivement l'évolution dans le secteur des industries primaires et de la construction, dans le secteur des industries manufacturières et dans le secteur tertiaire.

a) *Secteur des industries primaires et de la construction*

Ce secteur est particulièrement hétérogène car il regroupe des activités aussi diverses que l'agriculture, la pêche, le trappage et les forêts, d'une part, les ressources minières, d'autre part, et enfin la construction domiciliaire et non domiciliaire.

Au cours des dix dernières années, ce secteur a vu sa part diminuer dans l'économie québécoise. Il a ainsi perdu 33,000 emplois et ne concourt plus en 1968 qu'à produire 5.6 p.c. de la valeur

1. Higgins, Martin, Raynaud, *Les orientations du développement économique régional dans la province de Québec*, ministère de l'Expansion économique régionale.

ajoutée totale contre 6.5 p.c. en 1961. Le ralentissement de croissance le plus prononcé s'est produit dans les forêts, les mines et la construction non domiciliaire. Le taux de croissance annuel moyen de ce secteur a été de 5.45 p.c. au Québec contre 10.16 p.c. en Ontario pour la période de 1961-1970, c'est-à-dire que la situation du Québec dans ce domaine ne cesse de se détériorer malgré l'importance des ressources minières.

b) *Secteur des industries manufacturières*

Le secteur manufacturier, producteur de biens, est toujours considéré comme un secteur moteur dans une économie car c'est le seul qui accroisse la richesse nationale et permette de dégager des excédents pour l'exportation.

Or, on constate au Québec que la part de la valeur ajoutée redevable à ce secteur tombe de 36.2 p.c. en 1949 à 31 p.c. en 1961 et 28 p.c. en 1968.

Cette évolution critique de la part de ce secteur dans l'économie québécoise est due à un net ralentissement des investissements puisque de 1961 à 1970 le taux de croissance annuel moyen de l'investissement manufacturier a été de 7.48 p.c. au Québec contre 11.27 p.c. en Ontario.

Le déclin de cet investissement est particulièrement sensible depuis 1967 et surtout il faut remarquer que si l'ensemble du Canada a connu un ralentissement de l'investissement manufacturier en 1967 et 1968, la reprise s'est opérée rapidement et fortement en

Tableau 4

**Industries à croissance soutenue :
part du Québec et de l'Ontario dans le total des investissements**

Industries	Québec		Ontario	
	1961	1970	1961	1970
Métaux primaires	15.9	14.1	70.5	75.3
Fabrications métalliques	23.5	21.0	60.5	67.6
Machines et matériel de transport	19.6	11.9	66.1	83.2
Appareils et fournitures électriques	33.8	28.8	62.8	68.0
Dérivés du pétrole et du charbon	25.6	26.7	35.4	25.0

Ontario alors qu'elle se fait encore attendre au Québec. Il faut cependant distinguer parmi les différentes industries de ce secteur celles qui ont connu durant la période une évolution favorable et celles qui, au contraire, ont accentué la détérioration relative de la position du Québec dans l'économie canadienne.

— *Industries à croissance soutenue.* Sur la base de 100 en 1961, les investissements manufacturiers nouveaux au Québec ont atteint 213 en 1970 et 329 en Ontario. Parmi les industries québécoises dont la croissance a été supérieure à la moyenne nous trouvons : les métaux primaires, la fabrication métallique, les machines et le matériel de transport, les appareils et fournitures électriques et les dérivés du pétrole et du charbon. Il est significatif de retrouver dans ce groupe les industries présentant un caractère technique prononcé ou faisant appel à des matériaux composés par opposition aux industries traditionnelles que nous retrouverons en perte de vitesse dans l'autre groupe.

Parmi ces industries celle qui a connu la croissance la plus importante de ses investissements est celle des dérivés du pétrole et du charbon puisque, dans ce domaine les investissements québécois ont rattrapé et dépassé (en millions de dollars) les investissements ontariens. Ce secteur est cependant relativement mineur tant par l'importance de ses investissements que par son emploi.

Quand aux autres industries de cette catégorie, leurs investissements en valeur absolue sont très inférieurs à ceux des industries ontariennes similaires ; il en est de même de leur taux de croissance. Le cumul de ces deux éléments contribue à détériorer la position relative du Québec face à l'Ontario.

Le tableau 4 montre l'évolution de la part de ces industries au Québec et en Ontario par rapport aux investissements nouveaux canadiens.

Le ralentissement des taux de croissance des industries québécoises est sensible depuis 1966, cette date marque le décrochage par rapport à l'économie ontarienne même si certaines industries ont évolué un peu différemment. Une reprise semble s'amorcer en 1970 mais elle est de faible envergure par rapport à l'ascension de l'Ontario.

— *Industries à croissance ralentie.* Dans ce second groupe d'industries on trouve la plupart des industries traditionnelles : aliments

et boissons, textiles, vêtements et bonneterie, bois, meubles et accessoires, papier et industries connexes, produits des minéraux non métalliques et produits chimiques.

Toutes ces industries ont eu au cours de la période un taux de croissance de leurs investissements inférieur à la moyenne québécoise, et à fortiori inférieur à celui de leurs homologues ontariennes.

Nous trouvons parmi ces industries au Québec les deux industries les plus importantes par le nombre de leurs employés : vêtement et bonneterie (76,335 emplois en 1969) et aliments et bois (62,728 emplois en 1969).

Il faut noter que l'industrie des vêtements et de la bonneterie qui est la plus importante branche industrielle au Québec par le nombre de ses employés est celle qui connaît la croissance la plus faible de ses investissements : 276.41 dollars par ouvrier en 1969 contre une moyenne de 3,638.31 dollars par ouvrier pour l'ensemble du secteur manufacturier. Cette branche industrielle est également l'une des rares dont les investissements soient en valeur absolue plus importants au Québec qu'en Ontario (l'autre étant celle des dérivés du pétrole et du charbon).

Nous relevons les constantes suivantes pour toutes les autres industries de ce groupe : immobilisations en valeur absolue supérieures en Ontario et taux de croissance annuel de ces immobilisations également supérieur en Ontario.

Tableau 5

**Industries à croissance ralentie :
part du Québec et de l'Ontario dans le total des investissements**

Industries	Québec		Ontario	
	1961	1970	1961	1970
Aliments et boissons	27.0	21.0	43.4	45.4
Textiles	62.4	44.8	31.4	51.6
Vêtement et bonneterie	64.2	66.9	28.9	23.6
Bois, meubles et accessoires	17.1	10.2	15.8	17.4
Papier et industries connexes	35.5	27.1	24.1	27.1
Produits des minéraux non métalliques	28.8	19.6	48.6	52.5
Produits chimiques	24.7	21.4	61.7	65.1

L'évolution de la part du Québec et de l'Ontario dans les investissements nouveaux canadiens de 1961 à 1970 montre de façon significative le ralentissement de la croissance de l'industrie manufacturière québécoise.

La rupture dans la poursuite d'un taux de croissance semblable à celui de l'Ontario et de l'ensemble du Canada se situe à partir de l'année 1966 et correspond évidemment à un sensible accroissement du nombre de chômeurs.

Ce dernier phénomène est directement lié à la faible part de l'investissement manufacturier dans l'investissement total et au taux ralenti de croissance de cet investissement qui ne permet pas d'accueillir tous les demandeurs d'emploi ; le déclin sensible des industries traditionnelles n'étant pas encore compensé par une croissance rapide des industries nouvelles utilisant des techniques plus élaborées.

c) Secteur tertiaire

La principale caractéristique du secteur tertiaire au Québec est la part de plus en plus importante qu'il prend à la production de la valeur ajoutée : 52.5 p.c. en 1949, 62.3 p.c. en 1961 et 66.2 p.c. en 1968. Ainsi les $\frac{2}{3}$ de la production de biens et services au Québec sont-ils aujourd'hui assurés par le secteur tertiaire. Ce secteur monopolise 70 p.c. des investissements nouveaux du Québec en 1970 et près de 60 p.c. de la main-d'œuvre.

Nous constatons à travers ces quelques données statistiques combien le développement de l'économie québécoise est lié au développement du secteur tertiaire.

Parmi les quatre grandes branches de ce secteur que nous avons retenues (services d'utilité publique ; commerce, finances et services commerciaux ; habitation ; institutions et ministères gouvernementaux), nous constatons que les trois premières ont connu jusqu'en 1966 une croissance de leurs investissements nouveaux comparable à celle qui a été enregistrée en Ontario et pour l'ensemble du Canada ; mais à partir de 1966 le taux de croissance se ralentit au Québec alors qu'il continue à augmenter au même rythme en Ontario et au Canada.

Nous retirons encore une fois l'idée d'un essoufflement de l'économie québécoise à partir de 1966, alors que la période 1962-1966

a été une période de rattrapage faisant suite à la dépression généralisée que le Canada a dû subir en 1960-1961.

Le seule branche qui ait connu une croissance soutenue tout au long de la période étudiée est celle des institutions et ministères gouvernementaux.

De 1961 à 1970, les investissements nouveaux des institutions et ministères gouvernementaux au Québec ont progressé plus vite qu'en Ontario et qu'au Canada. La part du Québec est passée de 21.5 p.c. à 25.2 p.c. des investissements canadiens tandis que celle de l'Ontario demeurait stationnaire à 33.8 p.c.

Bien que ces investissements représentent le quart des investissements québécois, leur taux de croissance plus élevé n'est pas suffisant pour assurer au Québec un développement aussi rapide que celui de sa puissante voisine anglophone.

*

* *

En conclusion de cette étude il apparaît à l'évidence que la province de Québec est depuis 1966 engagée sur une pente dangereuse à cause du faible taux de croissance de ses immobilisations. Ce phénomène est d'autant plus préoccupant qu'il ne touche pas l'ensemble du Canada, la poursuite d'une croissance soutenue en Ontario le démontre, et par conséquent les causes doivent en être recherchées au Québec même. Il est significatif de constater que les trois secteurs pour lesquels les investissements québécois soient supérieurs à ceux de l'Ontario sont classés 14, 15 et 16ième parmi les 16 secteurs étudiés pour la valeur de leurs nouveaux investissements. La valeur des investissements ontariens se révèle notablement supérieure dans la quasi-totalité des secteurs à celle des investissements québécois, et particulièrement dans les secteurs industriels à fort potentiel de croissance. Or, comme la structure des investissements² est restée stable depuis 1961 dans ces deux provinces, nous pouvons raisonnablement penser, au vu de l'évolution

2. Le coefficient de rang de Spearman appliqué aux 16 branches étudiées au Québec et en Ontario pour la période 1961-1970 donne les valeurs respectives suivantes : 0.9603 et 0.9823, ce qui signifie qu'aucun changement notable dans la répartition des investissements de ces deux provinces n'est apparu durant la période considérée.

enregistrée; que l'écart risque de s'accroître, les investissements gouvernementaux ne pouvant pas à eux seuls assurer une expansion rapide.

Bernard GUERMOND

**Le Rapport annuel
du gouverneur de la
Banque du Canada, 1970**

Le rapport que le Gouverneur de la Banque du Canada fait chaque année au ministre des Finances présente de l'intérêt pour deux raisons.

D'abord on y trouve une bonne analyse du comportement des principales variables de la conjoncture économique et financière au Canada, avec des comparaisons internationales et une insistance accrue depuis quelques années, quoique faible encore, sur les disparités régionales. Ensuite, il nous permet de connaître l'attitude adoptée par les autorités dans le domaine monétaire en face des problèmes économiques et financiers auxquels est confronté le Canada.

Le présent Rapport porte sur l'année 1970 et se divise en 5 parties : a) les faits saillants de l'année ; b) l'environnement économique international ; c) l'évolution de l'économie canadienne ; d) l'évolution de la situation financière au Canada ; e) la balance canadienne des paiements. Dans ce bref commentaire nous allons nous contenter de passer en revue les différents aspects de l'économie canadienne en 1970, telle qu'elle ressort du Rapport.

*

* *

Le *produit national brut* a augmenté de $6\frac{1}{2}$ p.c. en valeur, au cours de 1970. Si l'on tient compte de la hausse des prix qui a été de $3\frac{1}{2}$ p.c. dans la même période, l'augmentation réelle du P.N.B. se ramène à 3 p.c. Les données provisoires utilisées dans le Rapport montrent que le taux réel d'accroissement a été à peu près nul au premier trimestre, qu'il s'est élevé aux environs de $2\frac{1}{2}$ et 3 p.c. au cours des deux trimestres suivants, pour atteindre un peu plus de 6 p.c. au quatrième trimestre. Même si la Banque du Canada